

La Réplique

FOCUS : LES CONSERVATEURS NÉGLIGENT NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ

LE BUDGET FÉDÉRAL NE RÉPOND PAS AUX BESOINS DES TRAVAILLEURS

Le régime de retraite de l'Alberta sauvé, pour l'instant

Négociations
centralisées à
Terre-Neuve

Les changements à
l'assurance-emploi vous
nuisent-ils?

Protéger les services d'eaux publics

AFFICHE À CONSERVER SUR
L'EAU POTABLE DE QUALITÉ



Le budget fédéral ne répond pas aux besoins des travailleurs

Le budget fédéral de 2013 ne propose aucune solution pour remédier aux vrais problèmes économiques et sociaux du Canada. Les mesures d'austérité privilégiées par le gouvernement ne font rien pour réduire le chômage et la pauvreté. Elles ne stimulent pas non plus la croissance de l'économie et des revenus. En fait, le budget du ministre des Finances Jim Flaherty aggravera la situation.

Les municipalités et les provinces ressentiront les effets négatifs presque immédiatement. Le budget réduit de 250 millions de dollars par année le financement fédéral pour les infrastructures destiné aux municipalités par l'entremise du Fonds Chantiers Canada (FCC). De plus, ce financement sera plutôt maigre pour les deux premières années, puisque la majorité de l'argent ne sera disponible que plus tard.

Nous sommes bien loin de l'augmentation de 2,5 milliards de dollars que demandaient la Fédération canadienne des municipalités et ses alliés pour le financement des infrastructures. La réduction

du financement du FCC obligera encore plus de collectivités à recourir à l'aide disponible par l'entremise de PPP Canada. Le financement de ce programme qui lie la réalisation des projets d'infrastructure au recours à des partenariats public-privé risqués a quant à lui été renouvelé dans le dernier budget fédéral.

Heureusement, le gouvernement s'est engagé à indexer le Fonds de la taxe sur l'essence de deux pour cent et à accorder une plus grande marge de manœuvre aux municipalités pour l'utilisation de cet argent.

La formation de la main-d'œuvre subit aussi les contrecoups du budget.

Le financement accordé aux provinces pour l'alphabetisation et les compétences de base en vertu des actuelles ententes sur le marché du travail est retiré et confié aux employeurs. Ces derniers et les provinces devront par ailleurs évaluer le financement fédéral versé.

Le gouvernement fédéral a aussi brossé un sombre portrait de l'état du marché du travail et de la pénurie de main-d'œuvre. Pourtant, ses propres prévisions montrent que le taux de chômage restera élevé encore un certain temps. En effet, ce n'est qu'en 2017 qu'il devrait diminuer à 6,4 pour cent.

À l'heure actuelle,

on compte plus de cinq chômeurs pour chaque poste à pourvoir au pays. La solution réside dans une approche nationale concertée en matière de formation qui appuierait les programmes conjoints et les conseils sectoriels, une approche qui assurerait aussi le maintien du financement des programmes provinciaux de formation de la main-d'œuvre.

En fin de compte, le budget laisse tomber les travailleurs canadiens à de nombreux égards. L'absence de mesures qui aideraient les familles à boucler leur budget en ces temps difficiles est déplorable. Il faut bonifier le Régime de pen-

sions du Canada, financer un réseau national de garderies, investir dans le réseau public de la santé et annuler les changements à l'assurance-emploi. Et c'est sans parler des autochtones qui sont encore une fois laissés pour compte.

En instaurant des mesures fiscales progressistes, en éliminant les échappatoires fiscales et en rétablissant le taux d'imposition des sociétés, le gouvernement aurait pu répondre aux urgents problèmes socioéconomiques que vivent les Canadiens. Au lieu de cela il a choisi de présenter un budget qui ignore ces besoins.

■ **Tria Donaldson**



LA PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU SCFP PRINTEMPS 2013

La Réplique

ISSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à :

SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7
Téléphone : 613-237-1590
Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non distribuables à :
SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site Web du SCFP à scfp.ca ou communiquez avec nous à lareplique@scfp.ca

Rédacteur en chef Mario Émond
Directrice des communications
Heather Fraser

Graphiste Jocelyn Renaud

Adjointes à la rédaction
Hélène Bélanger • Valérie Ménard •
Stéphanie Bibeau

Collaborateurs Pierre Ducasse •
Clay Suddaby • Wes Payne •
Gregory Taylor • David Jacks •
Janet Szliske • John McCracken •
Tria Donaldson • Philippe Gagnon •
Lou Arab

SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

Président national Paul Moist

Secrétaire-trésorier national
Charles Fleury

Vice-présidences générales
Daniel Légère • Lucie Levasseur •
Fred Hahn • Tom Graham •
Barry O'Neill

Vice-présidences régionales

Wayne Lucas / Terre-Neuve-et-Labrador • Danny Cavanagh / Nouvelle-Écosse • Sandy Harding / Nouveau-Brunswick • Lori MacKay / Île-du-Prince-Édouard • Denis Bolduc / Québec • Ginette Paul / Québec • Candace Rennick / Ontario • Michael Hurley / Ontario • Henri Giroux / Nord de l'Ontario • Kelly Moist / Manitoba • Judy Henley / Saskatchewan • Marle Roberts / Alberta • Mark Hancock / Colombie-Britannique • Victor Elkins / Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité
Brian Barron • Yolanda McClean

PROFIL ROMA AGUINALDO

Une nouvelle déléguée syndicale en chef arrive en ville

Lorsqu'ils auront des problèmes au travail, les membres de la section locale 2509 du SCFP de l'hôpital Seven Oaks à Winnipeg, au Manitoba, pourront se tourner vers une nouvelle déléguée syndicale en chef: Roma Aguinaldo.

Depuis 2005, Roma est commis d'unité en dialyse. Elle offre un soutien de première ligne aux patients



et à leurs familles. Son travail comprend le maintien des bases de données, le classement, la transcription des commandes et la prise de rendez-vous. Ce qu'elle préfère, dans son emploi, c'est d'apprendre à connaître les patients et d'agir comme ressource d'accueil et de soutien à leur arrivée.

Mais l'aide qu'elle offre aux gens ne s'arrête pas après les heures de travail.

Pour Roma, assumer le rôle de déléguée syndicale en chef de la section locale 2509 est venu tout naturellement, en 2012. « Dans tous les emplois que j'ai occupés, j'ai toujours milité, explique-t-elle. Je voulais aider tout le monde. »

Sa personnalité aimable et extravertie rend Roma très facile d'approche. Mais lorsque vient le temps de rencontrer la direction, elle prend son rôle très au sérieux. « Vous ne voulez pas

que les gens profitent de vous, alors vous vous impliquez dans le syndicat, souligne-t-elle. Vous êtes ainsi au même niveau que la direction et vous pouvez lutter pour les membres qui en ont besoin. »

Son rôle de déléguée syndicale en chef lui apporte de nouveaux défis qu'elle relève avec détermination. « J'aime que les gens viennent me parler d'un problème, affirme-t-elle. J'aime étudier la convention collective. Ma satisfaction, c'est de trouver une réponse qui aide le membre en question. »

Roma a une passion pour les gens, pour son travail à l'hôpital et pour sa fonction de déléguée syndicale en chef au SCFP.

« J'adore aider les autres et ce rôle me donne la chance d'aider les gens dans mon milieu de travail, conclut Roma. Je dis toujours à mes enfants qu'ils devraient suivre mon exemple et s'engager aussi. C'est très satisfaisant. »

■ David Jacks

Négociations centralisées à Terre-Neuve

Les membres du SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador sont en pleines « négociations centralisées », un processus touchant près des deux tiers de nos membres dans cette province.

Le 26 mars, le gouvernement conservateur de Kathy Dunderdale a présenté un budget axé sur les réductions d'emplois dans le secteur public, en plus d'annoncer la fusion de quatre conseils scolaires anglophones de la province en un seul.

Le gouvernement a fait savoir que 1 181 emplois seraient éliminés, ce qui inclut la mise à pied de 485 employés dans les services publics de base et la disparition par attrition de 246 postes vacants, en plus de 190 départs volontaires à la retraite. Un gel de l'embauche demeure aussi en vigueur.

Les membres du SCFP seront les plus touchés par les 450 postes éliminés à l'extérieur des secteurs dits « principaux », c'est-à-dire la santé, les conseils scolaires, le logement, les bibliothèques et la résidence du lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve-et-Labrador (Government House).

Réagissant au budget, Wayne Lucas, président du SCFP-Terre-Neuve, s'est demandé si ces éliminations de postes étaient vraiment nécessaires. M. Lucas a souligné que le déficit actuel de la province de 563,8 millions de dollars est radicalement moins élevé que celui de 1,6 milliard de dollars prévu par le ministre des Finances avant le dévoilement du budget.

« S'ils ont pu trouver un milliard de dollars en six semaines seulement, a fait remarquer M. Lucas, était-il vraiment nécessaire de supprimer tous ces emplois? Après tout, c'est le gouvernement qui a embauché toutes ces personnes. À ce rythme, nous n'avons qu'à attendre encore six semaines, et nous aurons un surplus. Est-ce que ces gens savent compter? »

■ John McCracken

Les changements à l'assurance-emploi vous nuisent-ils? Racontez-nous votre histoire.

Un nombre croissant de travailleurs canadiens, dont des membres du SCFP, sont affectés par les changements radicaux apportés à l'assurance-emploi par les conservateurs de Stephen Harper. Le mouvement syndical doit accentuer la pression sur ce gouvernement en démontrant l'impact réel de ces nouvelles règles.

« Pour stopper les changements à l'assurance-emploi, nous devons faire connaître leurs effets sur les gens », explique le président national du SCFP, Paul Moist.

Les membres du SCFP qui travaillent dans les conseils et commissions scolaires, les municipalités, les universités, les collèges et les corps de métier sont touchés par la réforme. Leurs témoignages aideront à convaincre les Canadiens et le gouvernement fédéral du caractère injuste de ces changements.

Si vous avez des problèmes avec l'assurance-emploi, faites-nous part de votre histoire à CHOMEURSECOUTE@SCFP.CA. Vous pouvez y raconter toute votre histoire ou simplement laisser votre numéro de téléphone.

■ Philippe Gagnon

PRÉSIDENT NATIONAL PAUL MOIST

Tous debout pour la justice

Les conservateurs fédéraux et certains gouvernements provinciaux, dont l'Ontario, sont déterminés à instaurer une loi antisyndicale qui rendrait facultatif le paiement de cotisations dans les lieux de travail syndiqués ou qui limiterait la capacité des syndicats de dépenser leur argent comme ils l'entendent. En particulier, il est beaucoup question de s'attaquer à notre droit à l'action politique en permettant aux membres de ne pas verser la portion des cotisations consacrées aux activités politiques.

Ces plans sont le prolongement des attaques récentes perpétrées par le gouvernement conservateur de Stephen Harper à l'endroit des travailleurs et de leurs syndicats : intervention dans les conflits de travail en faveur de l'employeur, changements à l'assurance-emploi, hausse de l'âge de la retraite par la modification de la Sécurité de la vieillesse, recrutement accru de travailleurs étrangers temporaires vulnérables, présentation et adoption de C-377, un projet de loi conçu pour harceler et intimider les syndicats en matière de finances.

L'attaque contre la déduction automatique des cotisations syndicales vise à affaiblir les finances des syndicats. Rendre facultatif le versement de cotisations syndicales destinées à des fins politiques a pour but évident de nous

empêcher d'agir sur la scène politique. Les campagnes en faveur de la bonification du Régime de pensions du Canada (RPC) ou contre les compressions à l'assurance-emploi, par exemple, sont éminemment politiques.

Le gouvernement conservateur veut restreindre l'usage des cotisations aux négociations et à l'application des conventions collectives. Autrement dit, il veut étouffer le syndicalisme social, qui est au cœur de notre syndicat depuis sa fondation, il y a cinquante ans. Le mouvement syndical canadien ripostera avec force et solidarité à ces attaques.

Il est temps que notre syndicat s'exprime d'une seule voix pour s'opposer à l'assaut lancé contre nos droits par les gouvernements, tant conservateurs que libéraux. Nous amorçons donc un dialogue avec nos 627 000 membres sur l'importance du syndicat pour eux et, de manière plus générale, pour tous les Canadiens.

Des sondages menés par le Congrès du travail du Canada nous montrent l'importance de ces conversations individuelles. La majorité des syndiqués ne sont que peu ou pas sensibilisés aux menaces qui pèsent sur les syndicats et sur leur financement. Les sondages montrent aussi que nous devons avoir des discussions avec nos membres sur le travail essentiel que nous faisons pour représenter et servir les travailleurs, tant nos membres que l'ensemble des citoyens.

Plus que jamais, nous avons besoin des syndicats. Et plus que jamais, nous devons parler à nos membres et les écouter, dans le cadre de rencontres individuelles, au sujet des négociations, de nos problèmes au travail et de l'importance du maintien de la force de notre syndicat.

PAUL MOIST EN LIGNE twitter.com/CUPENatPres



FOCUS :

COMPRESSIONS EN SANTÉ



Mettre fin à la négligence des conservateurs envers notre système de santé

L'accessibilité et la qualité des soins de santé demeurent des enjeux qui figurent en tête de liste des préoccupations des Canadiens. Selon un sondage réalisé à l'échelle canadienne, 94 pour cent des gens veulent un renforcement du régime public, plutôt que davantage de privatisation. Malheureusement, leur gouvernement fédéral ne partage pas cette priorité.

Depuis le début de 2011, plusieurs syndicats et organisations réclament une renégociation et un renouvellement de l'Accord sur la santé en vigueur de 2004 à 2014. Or, en décembre 2011, le gouvernement Harper a annoncé, unilatéralement et sans négociation avec les provinces, que l'indexation des transferts de six pour cent allait être réduite et que la formule de financement allait être revue. D'après les meilleurs estimés, cela signifie un total de 36 milliards de compressions sur 10 ans, à partir de 2014 (voir tableau).

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper a été très clair : il ne fera rien d'autre pour la santé. Le gouvernement conservateur ne fait preuve d'aucun leadership pour améliorer les soins pour les personnes âgées, investir dans les soins de première ligne et dans la prévention, ou pour réduire le coût des médicaments. Ces mesures devraient être négociées avec les provinces, mais Harper refuse même de s'asseoir à la table et d'avoir ces discussions nécessaires.

Pire, le gouvernement ne fait aucun effort pour veiller au respect de la *Loi*

canadienne sur la santé par les provinces. Par leur indifférence et leur négligence, les conservateurs de Harper permettent et même contribuent à accélérer la privatisation de notre système public.

Il est clair que les membres du SCFP doivent se mobiliser afin que le gouvernement fédéral change de cap et joue enfin un rôle positif pour améliorer notre système public de santé (voir article intitulé *Campagne du SCFP sur la santé* à la page 5).

Les propositions du SCFP

Face aux attaques contre notre système public, à la privatisation accrue et à la complicité du gouvernement fédéral, le SCFP doit

répliquer et présenter ses idées aux Canadiens. On ne peut se contenter de protéger ce qui existe. Nous devons aussi viser à développer d'autres programmes et politiques afin de répondre aux besoins actuels et futurs de la population. Les propositions du SCFP visent non seulement à protéger et à renforcer le système public de santé, mais aussi à l'élargir.

Afin de protéger notre système, le SCFP propose deux éléments majeurs. Il faut premièrement assurer un financement fédéral prévisible et suffisant, grâce à une indexation minimale de six pour cent par année. Deuxièmement, il faut freiner la privatisation,

établir des normes pancanadiennes pour empêcher la médecine à deux vitesses, et assurer le respect de la *Loi canadienne sur la santé*.

Le SCFP propose également deux mesures pour renforcer notre système. Il faut de nouveaux efforts pour améliorer la sécurité des soins et lutter contre les infections hospitalières, notamment par l'ajout de personnel affecté au nettoyage et par la réduction de la surpopulation dans les hôpitaux. Il faut aussi renforcer la première ligne de soins, notamment par la création et la consolidation des centres de santé communautaire.

Nous demandons également que le gouvernement fédéral en fasse davantage pour étendre et augmenter les services à la population. Le Canada a besoin d'un programme national public de soins continus qui comprend les soins de longue durée et les soins à

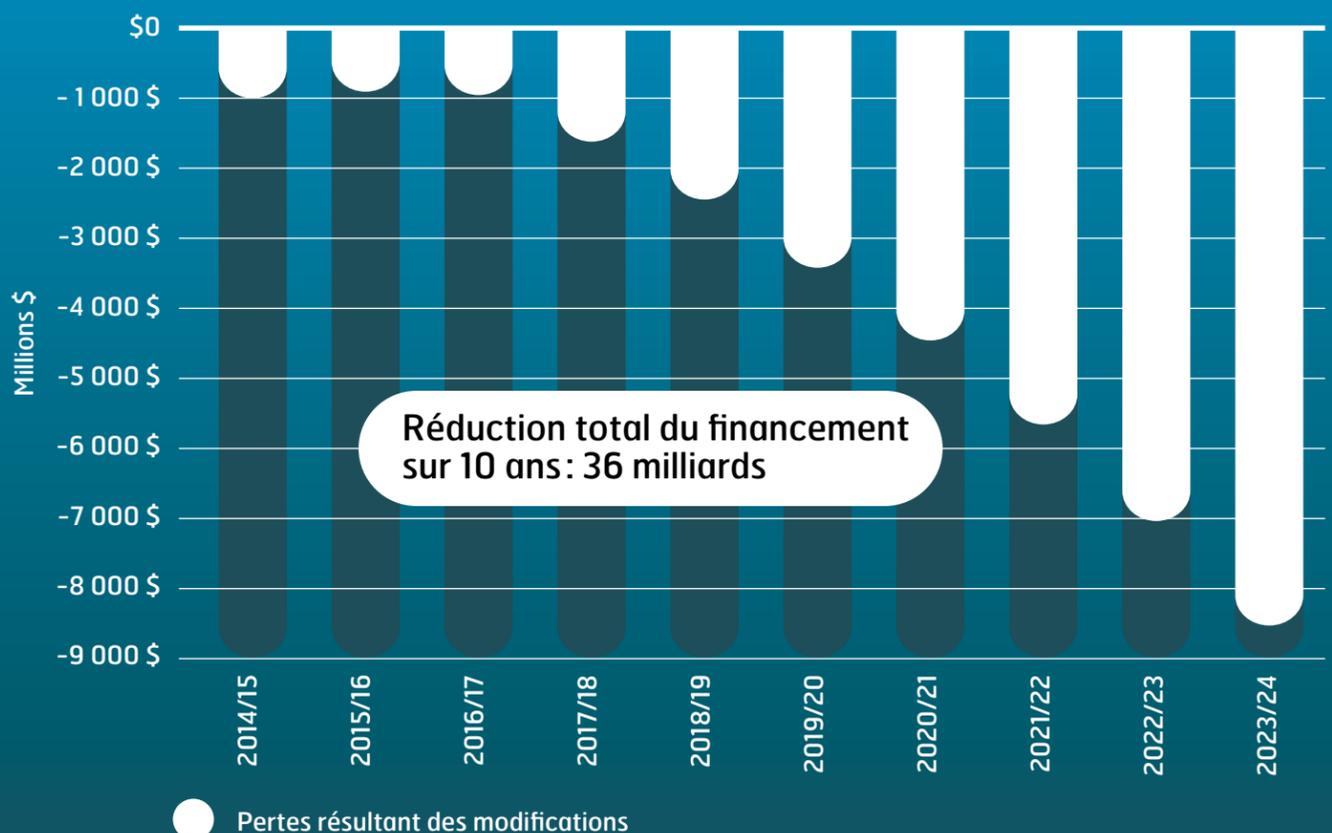
domicile. Il faut également mettre en place un programme national d'assurance-médicaments pour réduire le coût des médicaments.

Notre système de santé public est une source de fierté pour les Canadiens. Nous devons contrer tant le désengagement du gouvernement fédéral que les forces qui veulent tout privatiser. Nous devons aussi proposer des solutions réelles qui vont améliorer le système. En tant que travailleurs de première ligne au sein de notre système de santé, les membres du SCFP ont un rôle essentiel à jouer pour sensibiliser notre gouvernement à la nécessité de protéger, renforcer et élargir notre système de santé public.

Pour plus d'information, visitez le site SCFP.CA/SOINS-DE-SANTE/SOLUTIONS-PUBLIQUES.

■ Pierre Ducasse

Compressions dans les transferts en santé résultant des modifications effectuées par le fédéral à la formule du TCS* Canada



* Transfert canadien en matière de santé

Source : Rapport du Groupe de travail du Conseil de la fédération sur les transferts fédéraux, juillet 2012.

Notre système de santé public est une source de fierté pour les Canadiens. Nous devons contrer tant le désengagement du gouvernement fédéral que les forces qui veulent tout privatiser. Nous devons aussi proposer des solutions réelles qui vont améliorer le système.



Tommy Douglas serait scandalisé

Bien que la Saskatchewan soit la province où est né Tommy Douglas, le fondateur de l'assurance-maladie, les gens n'y ont pas de protection spéciale contre la privatisation des soins de santé. En fait, même pendant les célébrations du 50^e anniversaire des soins de santé publics l'été dernier, le gouvernement conservateur de Brad Wall continuait sans relâche à promouvoir la privatisation des soins de santé.

Les cliniques privées détournent le personnel compétent et expérimenté du secteur public. « La régie régionale de la santé a décidé de sous-traiter les chirurgies, ce qui a entraîné une réduction de la capacité en chirurgie des hôpitaux de Regina », a fait valoir Gordon Campbell, président du Conseil de la santé du SCFP.

Les interventions chirurgicales ont été sous-traitées aux entreprises privées Surgical Centre Inc. et Aspen Medical Surgery Inc. Même si une décision arbitrale antérieure prévoit que cette sous-traitance se terminera à la fin de 2013, le gouvernement poursuit ses projets de privatisation.

En 2012, le gouvernement de la Saskatchewan a créé les 3sHealth (Shared Services Saskatchewan ou Services partagés de la Saskatchewan) pour « réaliser des économies grâce aux services partagés. » Le programme 3sHealth vise des économies de 100 millions de dollars sur cinq ans. L'examen des services de blanchisserie dans les soins de santé – le premier examen sur les services partagés dans les soins de santé – a débuté au printemps de l'année dernière. Le Conseil de la santé du SCFP a présenté des arguments solides en faveur du maintien de ces services dans le secteur public. La privatisation des services de blanchisserie dans les hôpitaux aura des effets majeurs sur les services et sur les travailleurs des communautés rurales.

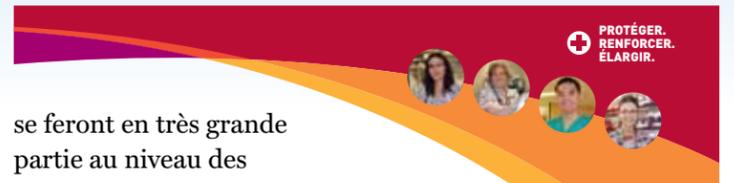
Malgré les attaques constantes menées contre les soins de santé publics, les membres du SCFP en Saskatchewan continuent de défendre le système public contre la privatisation. Pour en savoir plus : CUPESASKHCC.CA. Ce site est disponible en anglais seulement.

■ Janet Szliske

Campagne du SCFP sur la santé : Nous avons besoin de vous!

Conformément au mandat qui lui a été confié par le plus récent Congrès national, le SCFP va mener une campagne de mobilisation sur la santé, campagne qui se déroulera jusqu'en 2015. Durant la première phase de la campagne, des activités de lobbying auprès de nos députés fédéraux, autant ceux du gouvernement que de l'opposition, seront entreprises.

Et nous avons besoin de vous. Pour que ce type de campagne soit efficace, la participation et le militantisme des membres sur le terrain sont primordiaux. Les rencontres avec les députés et la mobilisation



se feront en très grande partie au niveau des communautés.

Le SCFP a développé une gamme d'outils afin d'aider les sections locales et les divisions à mener cette campagne pour forcer le gouvernement fédéral à protéger, renforcer et élargir notre système public de santé. Nous avons assemblé une trousse qui explique nos propositions en détail. Des stratégies de lobbying y sont aussi exposées.

Au cours des prochains mois, le personnel du SCFP sera disponible pour vous fournir de l'aide, de l'infor-

mation et de la formation sur cette campagne. La formation touchera autant le contenu que les techniques de lobbying elles-mêmes. Cette formation vous sera utile pour cette campagne, mais aussi pour d'autres campagnes éventuelles.

Pour plus d'information ou pour manifester votre intérêt à recevoir la formation, S.V.P. nous envoyer un courriel à LOBBY-SANTE@SCFP.CA.
■ Pierre Ducasse

Têtes-à-têtes!





Le SCFP se joint au CTC pour riposter aux menaces contre la sécurité syndicale

Les conservateurs fédéraux, comme ceux de certaines provinces, comptent légiférer pour s'attaquer à la formule Rand. Ces lois antisyndicales rendraient facultatif le paiement des cotisations dans les milieux de travail syndiqués ou limiteraient la capacité des syndicats de décider comment utiliser leur argent.

Le SCFP et le Congrès du travail du Canada (CTC) organisent une riposte majeure aux nombreuses attaques lancées par les politiciens ennemis des syndicats. À sa dernière réunion, le Conseil exécutif national du SCFP a adopté à l'unanimité la résolution du CTC en faveur d'une vaste campagne de sensibilisation pour « mieux faire apprécier les syndicats et le fait d'être syndiqué ».

Lors des assemblées publiques téléphoniques tenues avec les présidents des sections locales de tout le pays, le président national

Paul Moist et le secrétaire-trésorier national Charles Fleury ont fait état des attaques subies par les syndicats et écouté les solutions proposées par les membres pour riposter.

« Il est temps que notre syndicat dénonce d'une seule et même voix l'assaut mené par les gouvernements conservateurs et libéraux contre nos droits, a déclaré M. Moist aux participants. Nous amorçons donc un dialogue avec nos 627 000 membres sur l'importance du syndicat pour eux et pour l'ensemble des Canadiens. »

Le SCFP prépare du matériel et des formations pour les militants des sections locales afin de faciliter les échanges individuels avec les membres sur leurs lieux de travail. Ses conversations porteront sur l'apport de la formule Rand et sur le rôle joué par le mouvement syndical dans l'amélioration des conditions de vie de nos membres, que ce soit à

la table de négociations ou par l'action politique.

« Nous devons veiller à ce que tous nos membres connaissent l'importance de leur syndicat et de leur convention collective pour assurer l'équité, que ce soit au travail ou au plan économique », a ajouté M. Moist.

La formule Rand assure le prélèvement automatique des cotisations de chaque employé dans les milieux de travail syndiqués. La stabilité qui en résulte confère aux travailleurs la force du nombre nécessaire à l'édification d'une société juste et équitable. Sans ce pouvoir, les travailleurs n'auraient pas les salaires, avantages sociaux et conditions de travail que beaucoup tiennent maintenant pour acquis. En fin de compte, la formule Rand est une question d'équité pour tous.

Consultez le **SCFP.CA** pour en savoir plus.

■ **Wes Payne**

Le régime de retraite de l'Alberta sauvé, pour l'instant

Les membres et retraités du SCFP en Alberta l'ont peut-être échappé belle.

Après un effort concerté du SCFP-Alberta, des sections locales du SCFP et d'autres syndicats, le conseil du régime de retraite des municipalités (Local Authorities Pension Plan ou LAPP) a recommandé de ne rien modifier à la structure du régime. Toutefois, le ministre des Finances peut apporter ces changements unilatéralement. C'est d'ailleurs lui qui les a demandés en premier lieu.

L'automne dernier, le gouvernement Redford avait demandé aux gestionnaires des régimes de retraite publics d'accroître la viabilité des régimes. En réponse, le conseil du LAPP a mené une consultation biaisée pour mesurer l'appui à différents scénarios de réduction des prestations

de retraite. On proposait notamment de mettre fin à l'indexation automatique des prestations et de hausser l'âge de la retraite.

Environ 25 000 membres du SCFP participent à ce régime, sans compter les retraités. Le régime couvre les employés de la plupart des municipalités, des conseils scolaires et de Services de santé Alberta. C'est l'un des quatre principaux régimes de retraite du secteur public de la province.

Marle Roberts, présidente du SCFP-Alberta, soutient que la décision du conseil du LAPP est la résultante des pressions exercées par les retraités et les participants au régime. « C'est une victoire et nous devons nous en féliciter, affirme Mme Roberts. Les moyens de pression utilisés par nos sections locales et nos membres ont fait la différence. »

■ **Lou Arab**



en bref

Urgent besoin d'un programme national de garderies



Les assemblées de cuisine tenues pendant le dernier congrès du SCFP-Saskatchewan en mars dernier ont mis en lumière le besoin réel d'un programme national de garderies.

Les participantes ont entendu de nombreux récits touchants, dont celui d'une grand-mère de la Saskatchewan qui, tous les mercredis, garde « par téléphone » sa petite-fille de 11 ans vivant au Manitoba, parce que le quart de travail de sa fille dépasse de deux heures le programme de garde parascolaire.

Les délégués au congrès ont discuté des problèmes dans la province, comme l'absence de services de garde dans les régions rurales de la Saskatchewan, le manque de services après les heures normales ou le week-end, les longues listes d'attente, les coûts élevés et les limites d'âge pour l'acceptation des enfants dans les programmes.

Le SCFP, aux côtés de plusieurs autres organismes et syndicats, a lancé une campagne pour repenser les services de garde au Canada. Racontez votre histoire, organisez une assemblée de cuisine ou donnez tout simplement votre appui à la campagne. Consultez le site web pour en savoir plus : **GARDERIESPUBLIQUES.ORG**.

Le SCFP lance une campagne nationale sur les droits des personnes ayant un handicap

Le Groupe de travail national du SCFP sur les personnes ayant un handicap a lancé une nouvelle campagne de sensibilisation sur le droit de tous les travailleurs à être traités avec respect et dignité. Cette campagne portera aussi sur l'importance des mesures d'adaptation au travail.

Le Groupe a produit une affiche, une brochure et une série de fiches d'information pour promouvoir la campagne d'un bout à l'autre du pays.

Consultez **SCFP.CA/HANDICAP-VOSDROITS** pour en savoir plus.

Un moral d'acier





Le SCFP-C.-B. ne ménage aucun effort aux élections provinciales

Le présent numéro de La Réplique a été rédigé avant les élections provinciales du 14 mai en Colombie-Britannique. Bien que les résultats aient été inconnus au moment de mettre sous presse, le Comité d'action politique (CAP) du SCFP-C.-B. avait bon espoir que le chef du NPD de la province, Adrian Dix, et son équipe réalisent une solide performance permettant de mettre fin aux politiques dévastatrices des libéraux.

Le SCFP-C.-B. a toujours été très actif sur la scène politique, mais la division a atteint de nouveaux sommets pendant la campagne de 2013. Avant les élections, le CAP a produit un dépliant (« Why Should You Vote » - Pourquoi voter?) qui incitait les membres à s'inscrire sur la liste électorale. Après la distribution du dépliant, les militants ont fait plus

de 10 000 appels aux membres pour les inciter à voter pour le NPD. En mars, le SCFP-C.-B. a organisé une assemblée publique téléphonique avec Adrian Dix à laquelle des milliers de membres du SCFP ont participé.

Le congrès du 50^e anniversaire du SCFP-C.-B., tenu à la mi-avril, a servi de lancement non officiel à la campagne électorale et Adrian Dix y a livré un discours très apprécié. Au cours de la campagne électorale officielle de 28 jours, la division a envoyé une lettre aux membres pour expliquer les enjeux et les raisons pour lesquelles le SCFP appuie le NPD. Enfin, lors de la dernière semaine de la campagne, les membres ont reçu le dépliant du « sprint final » soulignant de nouveau le message du NPD aux électeurs.

■ Clay Suddaby

Protéger les services d'eaux publics

Les membres du SCFP collaborent avec leurs alliés en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick pour résister à la privatisation des services d'eaux potables et usées. En effet, les conseils municipaux de Régina et de Saint-Jean ont opté pour des partenariats public-privé (PPP) risqués pour construire de nouvelles usines d'épuration des eaux dans leurs villes respectives.

Saint-Jean entreprend un PPP pour ses nouvelles installations de traitement des eaux usées. Avec ses alliés de Causes communes, le SCFP fait campagne pour informer les citoyens de Saint-Jean des dangers des PPP, comme des coûts considérablement plus élevés et l'absence de reddition de comptes.

Le conseil municipal de Régina a pour sa part lancé un appel de propositions pour un PPP relatif à la construction de sa nouvelle usine d'épuration des

eaux. Certains conseillers et le maire de la ville ont toutefois exprimé quelques réserves sur le recours au PPP. Ils ont dit avoir voté avec réticence en faveur de l'appel de propositions, uniquement pour avoir accès au financement fédéral pour les infrastructures lié à l'utilisation des PPP. Cette condition a été imposée par le gouvernement Harper.

« On oblige Régina à conclure ce PPP pour avoir du financement fédéral. Là d'où je viens, c'est inacceptable »,

a déclaré Paul Moist, président national du SCFP, lors d'une assemblée publique téléphonique organisée pour permettre aux citoyens d'exprimer leurs craintes quant à la privatisation de leurs services publics des eaux.

■ Gregory Taylor



SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL CHARLES FLEURY

Attaques antisyndicales : le coût élevé de l'inaction

En avril, le président national du SCFP, Paul Moist, et moi avons organisé des assemblées téléphoniques pour expliquer aux présidents des sections locales de notre syndicat les grandes lignes de la campagne du Congrès du travail du Canada et de ses syndicats affiliés visant à sensibiliser nos membres aux dangers que l'escalade des attaques antisyndicales lancées par les gouvernements de droite représentent pour eux et pour tous les travailleurs canadiens.

Durant nos échanges, certains présidents ont posé une question légitime. Combien ce dialogue avec nos 627 000 membres va-t-il coûter? Outre le temps et l'effort de chacun d'entre nous, la réponse est simple : très peu.

Le SCFP va fournir de la formation et du matériel pour faciliter les discussions et souligner l'importance des syndicats et du mouvement ouvrier pour l'ensemble de la société canadienne. Les conseillers nationaux seront également disponibles pour vous aider. En collaboration avec vos conseillers syndicaux, les leaders locaux devront initier le mouvement et impliquer les membres qui contribueront à leur tour à diffuser le message dans leurs milieux de travail.

Cela étant dit, à mon avis, la véritable question est la

suivante. Pouvons-nous nous permettre comme syndiqués de ne pas répliquer à l'offensive des conservateurs de Stephen Harper et des gouvernements provinciaux ennemis des travailleurs? Évidemment, la réponse est non.

C'est d'autant plus vrai que la droite canadienne veut faire adopter des nouvelles lois antisyndicales qui permettraient aux employés qui le souhaitent de ne pas payer de cotisations au syndicat qui les représente. Ces législations limiteraient également le droit des syndicats de décider de l'utilisation de cet argent.

La capacité des syndicats d'effectuer de l'action politique serait aussi fragilisée. C'est un des objectifs recherchés par Stephen Harper car il sait que les syndicats ont les moyens de mobiliser nos membres et nos alliés de la société civile afin de mener la charge contre les politiques conservatrices qui nuisent aux citoyens et à nos communautés.

Les travailleurs eux-mêmes ne seront pas épargnés par ces nouvelles lois antisyndicales qui visent aussi à faire baisser les salaires et à réduire les avantages sociaux.

Pour contrer l'ordre du jour conservateur, je vous invite à répondre positivement à l'appel. Durant vos pauses, après votre journée de travail ou lors des assemblées syndicales, discutez avec vos collègues du rôle de votre syndicat. Rappelez-vous que les avantages dont vous bénéficiez ont été acquis de chaudes luttes grâce aux syndicats. Imaginez ce que nous pouvons accomplir de plus ensemble et faites-nous en part.

Grâce à votre contribution et à votre solidarité, le SCFP et tout le mouvement syndical sortiront grandis de ce dialogue. Ensemble, nous riposterons aux attaques des gouvernements à notre endroit et continuerons à défendre nos intérêts communs comme travailleurs et citoyens.

CHARLES FLEURY EN LIGNE  twitter.com/CUPENatSec





**AVIS D'ÉBULLITION
DE L'EAU**

Nous vous demandons de faire bouillir
votre eau jusqu'à nouvel ordre.

Par la présente, nous vous avisons que votre eau
est actuellement impropre à la consommation.
Veuillez la faire bouillir TROIS minutes avant de
la boire ou de l'utiliser pour la cuisson ou pour
vous brosser les dents.

Document communiqué en vertu de l'accès à l'information. Les Premières Nations, 2012



ÉMIS AUJOURD'HUI

Ce n'est pas acceptable
pour votre famille.

**Pourquoi le
serait-ce pour
les familles des
Premières Nations?**

Tout le monde a droit à une eau potable de qualité. Pourtant, près d'une Première Nation sur cinq – des milliers de familles autochtones – ne peuvent pas compter sur une eau potable saine et sûre dans leurs propres foyers.

Avec nous, dites au premier
ministre Stephen Harper
qu'**ASSEZ, c'est ASSEZ!**